Un point officiel sur la crise en France

12/12/2009 à 12h54

Les mauvais chiffres de l'emploi au troisième trimestre et un deuxième mois de baisse de la production industrielle viennent entretenir le doute sur la solidité de la reprise en France.



L'annonce d'une croissance de 0,3% au troisième trimestre, **deux fois plus faible qu'attendu**, avait déjà suscité des interrogations le mois dernier, mais la promesse d'un chiffre meilleur en octobre-décembre avait effacé la déception.

La croissance du produit intérieur brut devrait certes s'accélérer sur les trois derniers mois de l'année, **mais uniquement sous l'effet de facteurs techniques et temporaires**, à l'image de la "prime à la casse" qui sera réduite le 1er janvier en France et a d'ores et déjà été supprimée en Allemagne.

"Parce qu'on est parti de très bas et grâce au mouvement de déstockage qui touche à sa fin, les chiffres des comptes nationaux donnent l'illusion d'une reprise. Mais la demande intérieure, que ce soit l'investissement ou la consommation,

***reste en baisse*”, remarque Olivier Bizimana, économiste au Crédit agricole.**

“Faute de demande, le rebond ne sera que technique et les derniers chiffres de la production industrielle font craindre qu’il sera moins fort que ce qu’on anticipait”, ajoute-t-il en tablant sur une hausse de 0,5% du PIB au quatrième trimestre.

Alors que les économistes prévoyaient en moyenne une hausse de 0,7%, la production manufacturière a encore baissé de 0,8% en octobre après un recul de 1,1% en septembre, selon les chiffres communiqués jeudi par l’INSEE.

Cette faiblesse de l’activité, également illustrée par la baisse de 1,3% des exportations en octobre, risque d’alimenter **les destructions d’emplois qui ont été au nombre de 93.100 dans les secteurs marchands au troisième trimestre, autant que lors des trois mois précédents**.

“Le cercle vertueux de croissance fait d’investissement, d’emploi et de consommation est toujours loin d’être d’actualité”, note Marc Touati, chez Global Equities, qui craint de voir le PIB marquer une pause en octobre-décembre.

“En dépit de la prime à la casse et de toutes les perfusions publiques, l’économie hexagonale reste des plus fragiles”.

Traditionnel relais de croissance en France, **la consommation des ménages a stagné au troisième trimestre**. Le retour attendu de l’inflation, la montée du chômage et la fin de mesures publiques de soutien, risquent encore de la freiner pendant les premiers mois de 2010.

L’investissement des entreprises n’a pas davantage de raison de redémarrer. Le climat des affaires est certes remonté par rapport aux plus bas touchés l’hiver dernier, mais les carnets de commandes restent peu garnis, y compris à l’international, dénotant une demande toujours inexistante.

Le taux d'occupation des capacités industrielles, considéré comme un bon indicateur pour les perspectives d'investissement à court terme, **est resté bas** à 73% en octobre selon la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France.

Le salut ne vient pas non plus **des exportations, qui marquent le pas** après s'être redressées cet été. La reprise est tout aussi fragile hors de France et le commerce international, attendu en baisse de quelque 25% cette année en termes nominaux, peine à se remettre de la plus grave récession depuis 60 ans.

Les perspectives pour 2010 sont encore assombries par **la hausse des déficits** qui contraindra les gouvernements à regarder à la dépense même si nul n'envisage un retrait brutal des mesures de relance.

> ***"Les gouvernements n'ont plus de marge de manoeuvre. C'est problématique car si la reprise s'avère beaucoup plus faible que ce qu'on anticipait, cela veut dire que les impulsions budgétaires ne pourront pas aider dans la plupart des pays", note Olivier Bizimana.***

La croissance, conclut-il, ne devrait pas dépasser 1,5% en 2010 en France avant une reprise plus solide en 2011.

Reuters

(Merci à SPOILER)